

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1930-1931

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

A

Abandon de famille. — V. Droit pénal.

Acceptation provisoire de libéralités faites par actes entre vifs. — V. Droit civil : Actes entre vifs.

Accidents du travail (Convention avec le Gouvernement chérifien). — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail.

Accidents du travail aux gens de mer. — V. Marine.

Accises. — V. Finances : 1^o Douanes et accises ; 2^o Impôts : a) Alcool et sucres ; b) Ressources nouvelles pour parer à la crise économique.

Actes de l'état civil. — V. Droit civil : Etat civil.

Actes entre vifs. — V. Droit civil.

Actes de prorogation de sociétés. — V. Finances : Impôts : Droit d'enregistrement pour actes de prorogation de sociétés.

Adinkerke. — V. Communes : Limites séparatives : Adinkerke et Furnes.

Adjudication-concours des travaux de la Jonction Nord-Midi. — V. Chemins de fer : Jonction Nord-Midi.

Administrateurs, commissaires et liquidateurs de sociétés (taxe professionnelle des). — V. Finances : Impôts : Impôts directs.

Aéronautique.

LIGNE AÉRIENNE BELGIQUE-FRANCE-CONGO. — V. Affaires étrangères : Aéronautique.

Affaires étrangères.

AÉRONAUTIQUE.

Ligne aérienne Belgique-France-Congo. — Projet de loi approuvant la Convention conclue à Bruxelles le 23 mai 1930, entre la Belgique et la France pour l'établissement et l'exploitation d'une ligne aérienne Belgique-France-Congo.

V. les n^{os} 54 et 99 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par le duc d'Ursel, n^o 96.

AGENTS CONSULAIRES ET DIPLOMATIQUES. — COMPÉTENCE. — V. Droit civil : a) État civil ; b) Fonctions notariales.

AGRICULTURE : CONVENTION D'OSLO. — V. plus loin la sous-rubrique : Industrie, commerce et travail : Rapprochement économique.

ALLEMAGNE (FRONTIÈRE COMMUNE AVEC L'ALLEMAGNE). — V. plus loin la sous-rubrique : Frontières.

AMÉRIQUE.

Adhésion des Etats-Unis au protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. — V. plus loin : Droit international public : Société des Nations.

ASSURANCES SOCIALES.

Réciprocité et définition en ce qui concerne les travailleurs frontaliers. — Projet de loi approuvant la Convention franco-belge relative aux assurances sociales signées à Paris, le 24 août 1930.

V. les n^{os} 121 et 152 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. Volckaert, n^o 146.

CONSULATS.

Agents consulaires. — Compétence des agents consulaires à l'étranger en matière d'actes de l'Etat civil. — V. Droit civil. Etat civil.

Convention avec la Pologne. — Projet de loi portant approbation de la Convention consulaire, conclue le 12 juin 1928, entre la Belgique et la Pologne.

V. les nos 310 (sess. 1929-1930) et 29 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. François, n° 61.

CONVENTIONS INTERNATIONALES. — V. sous la même rubrique générale : Affaires étrangères, les différents pays ou objets auxquelles ces conventions se rattachent.

CONVENTION D'OSLO. — V. plus loin la sous-rubrique : Industrie, commerce et travail : Rapprochement économique.

CORPS DIPLOMATIQUE : COMPÉTENCE DES AGENTS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES. — V. Droit civil : a) Etat civil : Actes de l'Etat civil ; b) Fonctions notariales.

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE. — V. plus loin : Droit international public : Société des Nations.

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC.

Société des Nations :

Cour permanente de Justice internationale. — Projet de loi portant approbation du Protocole du 14 septembre 1929 concernant l'adhésion des Etats-Unis d'Amérique au Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

V. les nos 89 et 131 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. Lafontaine, n° 151.

Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire avec le Luxembourg. — Projet de loi approuvant le Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire, signé à Bruxelles, le 17 octobre 1927, entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg.

V. les nos 65 et 130 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. Leyniers, n° 133.

ÉTATS-UNIS.

Remboursement de l'emprunt émis en 1921. — V. Finances : Emprunts.

EXPOSITIONS INTERNATIONALES.

Projet de loi portant approbation de la Convention concernant les expositions internationales, signée à Paris, le 22 novembre 1928.

V. les nos 345 (sess. 1929-1930) et 60 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. Leyniers, n° 60.

FINANCES.

Remboursement de l'emprunt émis aux Etats-Unis. — V. Finances : Emprunts.

FRANCE.

Convention relative aux victimes civiles de la guerre. — V. la sous-rubrique : Guerre.

Ligne aérienne Belgique-France-Congo. — V. plus haut la sous-rubrique : Aéronautique.

Réciprocité entre la France et la Belgique en ce qui concerne les assurances sociales. — V. plus haut la sous-rubrique : Assurances sociales.

FRONTIÈRES.

Projet de loi approuvant l'Arrangement concernant la frontière commune à la Belgique et à l'Allemagne, signé à Aix-la-Chapelle, le 7 novembre 1929, ainsi que les deux Accords et le Protocole annexes, signés le même jour.

V. les nos 274 (sess. 1929-1930) et 44 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. de Brouckere, n° 90.

GUERRE.

Victimes civiles. Indemnisation. Accord franco-belge. — Projet de loi approuvant l'Accord signé à Paris, le 7 novembre 1929, entre la Belgique et la France concernant les victimes civiles de la guerre.

V. les nos 113 et 184 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 125.

Rapport fait par M. François, n° 182.

INDUSTRIE, COMMERCE ET TRAVAIL.

Accidents du travail : Convention avec le Gouvernement chérifien. — Projet de loi approuvant la Convention, signée à Paris, le 24 juillet 1930, entre la Belgique et le Gouvernement chérifien, concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

- V. les nos 112 et 178 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.
Rapport fait par M. Leyniers, n° 154.
- Rapprochement économique : Convention d'Oslo. — Projet de loi approuvant la Convention de rapprochement économique, signée à Oslo, le 22 décembre 1930.*
V. les nos 176 et 230 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.
Rapport fait par M. Leyniers, n° 219.
- Travailleurs frontaliers. — V. plus haut la sous-rubrique : Assurances sociales. — Réciprocité entre la Belgique et la France.*
- Union économique belgo-luxembourgeoise : Article 13 du Traité. — Projet de loi approuvant la majoration du multiplicateur servant au calcul du prélèvement prévu à l'article 13 du Traité établissant l'Union économique belgo-luxembourgeoise.*
V. les nos 147 et 189 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.
Rapport fait par M. Carnoy, n° 164.
- LUXEMBOURG (TRAITÉ DE CONCILIATION, ARBITRAGE, ETC.). — V. plus haut : Droit international public et privé.
- NOTARIAT.
Compétence des agents diplomatiques et consulaires à l'étranger en cette matière. — V. Droit civil : Fonctions notariales.
- OSLO (CONVENTION D'OSLO). — V. plus haut la sous-rubrique : Industrie, commerce et travail : Rapprochement économique.
- POLOGNE (CONVENTION CONSULAIRE AVEC LA). — V. plus haut : Consulats.
- RAPPROCHEMENT ÉCONOMIQUE. — (Convention d'Oslo). — V. plus haut la sous-rubrique : Industrie, commerce et travail.
- RUSSIE.
Sociétés belges exploitant en Russie. — V. Finances.
- SOCIÉTÉ DES NATIONS. — V. plus haut : Droit international public.
- UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE. — V. plus haut : Industrie, commerce et travail.
- VÉGÉTAUX.
Projet de loi approuvant la Convention inter-
- nationale pour la protection des végétaux, signée à Rome le 16 avril 1929.*
V. les nos 186 et 237 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.
Rapport fait par M. Mullie, n° 204.
- Affiliation des communes au Fonds de crise.** — V. Assurances sociales : Fonds de crise.
- Agents de l'Etat (réduction de leur traitement).** — V. Traitements.
- Agents diplomatiques et consulaires (Compétence des).** — V. Droit civil : a) Etat civil ; b) Fonctions notariales.
- Agents de change.** — V. Droit commercial.
- Agriculture.**
- AVOINES (MAJORATION DES DROITS D'ENTRÉE). — Finances : Douanes.
- BOIS ET FORÊTS : EXPLOITATION. — V. Eaux et forêts.
- CÉRÉALES : RECETTES COMMUNES DE DOUANES ET D'ACCISE. — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail : Union économique belgo-luxembourgeoise.
- CONVENTION D'OSLO. — V. Affaires étrangères : Industrie, commerce et travail : Rapprochement économique.
- PRÊTS AGRICOLES.
Projet de loi portant certaines modifications aux lois d'impôts ainsi qu'à la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles. — V. Finances : Impôts.
- SEMENCES, PLANTS, ENGRAIS, ETC.
Projet de loi relatif à la réglementation du commerce des semences, des plants de toutes espèces, des engrais et des substances destinées à l'alimentation des animaux.
V. les nos 11 (sess. 1928-1929) et 108 (sess. 1929-1930) de la Chambre des Représentants.
Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 123.
Rapport fait par M. Limage, n° 156.
- VÉGÉTAUX : PROTECTION. — V. Affaires étrangères : Végétaux : Convention relative à la protection des végétaux.

VIVISECTION.

Protection des animaux. — Proposition de loi établissant une surveillance des dépendances des laboratoires de vivisection et donnant qualité aux Sociétés protectrices des animaux pour agir comme partie civile en matière de mauvais traitements infligés à des animaux (due à l'initiative de M. Asou et signée par MM. Asou, Polet, Jansen, M^{me} Spaak, MM. HuismanVan den Nest et Demoulin).

Développements et proposition de loi, n° 121.

Alcool. — V. Finances : Impôts : Alcool et sucres.

Alimentation des animaux (Commerce de substances pour l'). — V. Agriculture : Semences, plants, engrais, etc.

Allemagne (Frontière commune à la Belgique et à l'). — V. Affaires étrangères : Frontières.

Allocation complémentaire aux bénéficiaires de pensions de vieillesse. — V. Assurances sociales : Pensions de vieillesse.

Allumettes (Tarif des douanes pour les). — V. Finances : Douanes.

Animaux (Protection des). — V. Agriculture : Vivisection.

Anvers.

DÉFENSE D'ANVERS. — V. Armée : Crédits militaires.

SOCIÉTÉ INTERCOMMUNALE DE LA RIVE GAUCHE DE L'ESCAUT. — V. Finances. Emprunts : Garantie du Gouvernement.

Arbitrage. — V. Affaires Étrangères : Droit international.

Armée.

CONTINGENT.

Projet de loi fixant le contingent pour 1931.
Exposé des motifs, n° 24. — Projet de loi, n° 24.

Rapport fait par M. le vicomte du Bus de Warnaffe, n° 31.

CRÉDITS MILITAIRES.

Articles du budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1931 se

rapportant aux crédits militaires. — V. pour le budget le n° 5-XVI et pour le rapport de M. Beauquin et les questions posées par la Commission et réponses données à ces questions, le n° 160.

ÉCOLE MILITAIRE.

Traitements des professeurs et examinateurs permanents civils. — V. Traitements : École militaire.

FORTIFICATIONS. — Voyez plus haut : Crédits militaires.

MILICE.

Sursis : Conditions familiales et conditions fiscales. — Mise en concordance avec la nouvelle législation fiscale. — Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de milice.

Exposé des motifs, n° 103. — Projet de loi, n° 103. — Annexe : Barèmes pour l'application des articles 10 et 11 de la loi sur la milice, le recrutement, etc., n° 103.

Rapport fait par M. le chevalier Dessain, n° 131. — Amendements présentés par les Commissions réunies, n° 131.

Armes et munitions.

Projet de loi relatif au commerce et au port des armes. — Proposition de loi relative à la fabrication et au commerce des munitions.

V. les n°s 37 (sess. 1919-1920) et 12 (sess. 1920-1921) de la Chambre; les n°s 27 (sess. 1920-1921) et 134 (sess. 1929-1930) du Sénat.

Rapport fait par M. Tschoffen, n° 12. — Texte de la proposition de loi de M. le duc d'Ursel, n° 12.

Amendements proposés par le Gouvernement au texte présenté par la Commission, n° 21.

Texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 30.

Rapport complémentaire fait par M. Tschoffen sur le texte adopté au premier vote, n° 99. — Annexe : Amendements proposés par la Commission à ce même texte, n° 99.

Article 1444 du Code civil. — V. Droit civil : Séparation de biens.

Assistance aux communes.

CRÉDIT EN FAVEUR DES COMMUNES DONT LES RESSOURCES SONT INSUFFISANTES. — V. Finances : Fiscalité communale.

Associations sans but lucratif (Acceptation des donations faites aux). — Voyez : Droit civil : Actes entre vifs : Donations : Extension du bénéfice de l'acceptation provisoire.

Assurances sociales.

CHÔMAGE. — V. plus loin : Fonds national de crise.

CONVENTION AVEC LA FRANCE CONCERNANT LES OUVRIERS FRONTALIERS. — V. Affaires Etrangères : Assurances sociales.

EMPLOYÉS.

Paiement par le Fonds d'allocation en 1931 et emprunts. — *Projet de loi ayant pour objet : 1° d'autoriser le Fonds d'allocation institué par la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, à payer l'allocation de vieillesse à partir de 1931; 2° d'autoriser le Fonds d'allocation et la Caisse nationale des pensions pour employés à contracter divers emprunts.*

V. les nos 136 et 143 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. De Clercq (J.-J.), n° 100.

Prorogation des dispositions relatives aux pensions. — *Projet de loi rendant applicables jusqu'au 31 décembre 1931 les dispositions des paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 57 de la loi du 10 mars 1925, modifiée par celle du 10 juin 1926, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.*

V. les nos 25 et 34 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. Henricot, n° 42.

FONDS NATIONAL DE CRISE. AFFILIATION OBLIGATOIRE DES COMMUNES.

Projet de loi concernant l'affiliation obligatoire des communes au Fonds national de crise.

V. les nos 53 (sess. 1929-1930) et 8 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 37.

Rapport fait par M. C. Mertens, n° 40.

MARINE MARCHANDE.

Projet de loi relatif à l'organisation des assurances sociales des marins de tous grades de la marine marchande.

V. les nos 225 et 231 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 161.

Rapport fait par M. C. Mertens, n° 170.

MUTUALITÉ.

Fonds national de la Mutualité. — *Proposition de loi instituant un Fonds national de la Mutualité* (due à l'initiative de M. Jauniaux et signée par MM. Jauniaux, M^{me} Spaak, MM. Baeck et C. Mertens).

Doc. Développements et proposition de loi, n° 159.

ORPHELINS DES VICTIMES DU TRAVAIL.

Projet de loi instituant l'Œuvre nationale des orphelins des victimes du travail.

V. les nos 322 (sess. 1929-1930) et 23 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 29.

Rapport fait par M. De Clercq, J., n° 36.

OUVRIERS MINEURS.

Régime de retraite. — *Projet de loi complétant la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs.*

V. les nos 248 et 250 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. C. Mertens, n° 206.

PENSIONS DE VIEILLESSE.

Allocation complémentaire. — *Projet de loi ayant pour objet d'accorder pour 1930 une allocation complémentaire aux vieillards bénéficiaires de la pension de vieillesse, de la majoration de rente de vieillesse ou de l'allocation gratuite de vieillesse.*

V. les nos 14 et 24 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. Broekx, n° 39.

RÉCIPROCITÉ ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE. — V. Affaires Etrangères : Assurances sociales.

Autobus. — V. Transports.

Automobiles. — V. Voies et communications : Roulage.

Aviation. — V. 1^o Aéronautique ; 2^o Affaires Etrangères : Aéronautique. — Ligne Belgique-France-Congo.

Avoines. — V. Finances : Douanes.

B

Banque Nationale de Belgique (Convention avec la). — V. Finances : Budgets : Budget des Voies et Moyens.

Banque des Règlements internationaux. (Exemption d'impôts). — V. Finances : Impôts.

Barème des traitements et des pensions. — V. les rubriques : 1^o Traitements ; 2^o Pensions.

Bernheim.

FUNÉRAILLES NATIONALES.

Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du Lieutenant général Bernheim.

V. les n^{os} 94 et 97 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. Pierlot, n^o 76.

Bertrand (Lieutenant-général).

FUNÉRAILLES NATIONALES.

Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du Lieutenant général Bertrand, Victor-Lambert-Joseph.

V. les n^{os} 233 et 234 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. Pierlot, n^o 169.

Biens vacants et sans maître. — V. Droit civil.

Bois et forêts. — V. Eaux et forêts.

Bonne fin de ventes de marchandises belges à l'étranger. — V. Industrie, commerce et travail : Ducroire gouvernemental.

Bières. — V. Finances : Impôts : Ressources nouvelles pour parer à la crise économique.

Bourse (admission d'agents de change). — V. Droit commercial : Agents de change.

Brasseries. — V. Finances : Impôts : Nouvelles ressources fiscales pour parer à la crise économique.

Budgets. — V. 1^o Finances ; 2^o Congo : Finances.

C

Cahier des charges des concessions de chemins de fer. — V. Chemins de fer : Concessions.

Candidature pour la place de Conseiller à la Cour de Cassation. — V. Organisation judiciaire : Cour de Cassation.

Chambres législatives-Sénat.

COMMISSIONS PERMANENTES.

Liste des Commissions permanentes.
N^o 4.

INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES ET MINISTÉRIELLES. — V. la rubrique spéciale : Incompatibilités.

LISTES.

Liste alphabétique des membres du Sénat.
N^o 1.

Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants.
N^o 2.

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI.

Tableau des projets et des propositions de loi dont le Sénat est saisi.

I. Projets dont les rapports sont faits, n^o 3. — II. Projets et propositions de loi en Commission, n^o 3.

Chemins de fer.

AUTOBUS, AUTOCARS ET TROLLEYBUS. — V. Transports.

CHEMINS DE FER CONCÉDÉS.

Dérogations aux clauses des cahiers des charges. — Projet de loi prorogeant pour un délai de douze mois la loi du 24 mai 1882, qui permet au Gouvernement d'accorder des dérogations aux clauses des cahiers des charges des concessions de chemins de fer.

V. les n^{os} 251 et 266 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. De Bruyn, n^o 212.

EMPRUNT.

Autorisation. — Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 600 millions de francs.

V. les nos 250 et 297 (sess. 1929-1930) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. le comte de la Barre d'Erquelines, n° 33.

Signature des titres : Remplacement par des griffes. — Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges, à remplacer par des griffes les signatures devant figurer sur les titres de ses emprunts.

V. les nos 153 et 157 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. A. Huysmans, n° 119.

EMPRUNTS DES CHEMINS DE FER DU CONGO : GARANTIE DE LA COLONIE. — V. Congo : Chemins de fer.

JONCTION NORD-MIDI.

Adjudication-concours des travaux de la Jonction Nord-Midi.

Rapport du Ministre des Transports au sujet du coût de la Jonction Nord-Midi et des travaux aux gares de Bruxelles, ensuite de l'adjudication-concours du 20 juillet 1930, n° 10. — Annexe I : Mise en valeur des terrains expropriés pour la Jonction; Annexe II : Maisons à démolir sur le tracé de la Jonction, n° 10. — Erratum : Annexe au n° 10. — Annexe III : Rapport des spécialistes étrangers sur la ventilation du tunnel de la Jonction Nord-Midi, n° 10.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES. — V. plus haut la sous-rubrique : Emprunts.

VICINAUX. — *Services d'autobus et trolleybus à établir par la Société nationale des vicinaux.* — V. Transports.

Chemins de fer du Congo. — V. Congo : Chemins de fer.

Chômage. — V. Assurances sociales : Fonds de crise.

Clauses des cahiers des charges de concessions de chemins de fer. — V. Chemins de fer : Chemins de fer concédés.

Clergé catholique (Traitements du). — V. Traitements : Réduction.

Code civil. — V. Droit civil.

Code d'instruction criminelle : Modification de l'article 343. — V. Procédure pénale : Cour d'assises : Jury. Présence du Président de la Cour d'Assises.

Code pénal. — V. Droit pénal.

Colonie. — V. Congo.

Commerce. — V. 1° Industrie, commerce et travail; 2° Affaires Etrangères : Industrie, commerce et travail.

Commerce de semences, plants, engrais, etc. — V. Agriculture : Semences, etc.

Commissaires, administrateurs et liquidateurs de sociétés par actions. — V. Finances : Impôts; Impôts directs.

Commissions permanentes. — V. Chambres législatives-Sénat.

Communes.

ADINKERKE. — V. plus loin : Limites séparatives.

ANVERS.

Société intercommunale de la rive gauche de l'Escaut. — V. Finances. Emprunt : Garantie du Gouvernement.

ASSISTANCE AUX COMMUNES.

Création d'un fonds. — V. Finances : Fiscalité communale.

COMMISSAIRES DE POLICE ET ADJOINTS. — V. plus loin la sous-rubrique : Personnel.

FISCALITÉ COMMUNALE. — V. Finances : 1° Fiscalité communale : Crédit de 20 millions de francs pour venir en aide aux communes dont les ressources fiscales sont insuffisantes; 2° Fiscalité provinciale et communale.

FONDS NATIONAL DE CRISE. AFFILIATION OBLIGATOIRE. — *Projet de loi concernant l'affiliation obligatoire des communes au Fonds national de crise.* — V. Assurances sociales : Fonds national de crise.

FURNES. — V. plus loin : Limites séparatives : Adinkerke et Furnes.

GARDES CHAMPÊTRES. — V. plus loin la sous-rubrique : Personnel.

LIMITES SÉPARATIVES.

Adinkerke et Furnes. — *Projet de loi modi-*

fiant les limites de la commune d'Adinkerke et de la ville de Furnes.

V. les n^{os} 116 et 150 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. Van Hoestenberghé, n^o 130.

Ostende et Steene. — Projet de loi modifiant les limites de la ville d'Ostende et de la commune de Steene.

V. les n^{os} 115 et 149 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. Van Hoestenberghé, n^o 129.

OSTENDE. — V. plus haut : Limites séparatives.

PERSONNEL.

Traitements : Secrétaires communaux, commissaires de police, gardes champêtres. — Projet de loi modifiant notamment les lois des 17 août 1920, 18 octobre 1921, 30 janvier 1924, 18 décembre 1924 et 21 décembre 1927, relatives aux traitements des secrétaires communaux, des commissaires de police et de leurs adjoints, des gardes champêtres et généralement de tous les préposés des communes et des administrations subordonnées.

V. les n^{os} 189 et 340 (sess. 1929-1930) de la Chambre; le n^o 201 (sess. 1929-1930) du Sénat.

Rapport fait par M. le baron de Kerchove d'Exaerde, n^o 17.

RESSOURCES FISCALES.

Projet de loi relatif à la répartition du crédit de vingt millions inscrit à l'article 63 du budget de l'Intérieur et de l'Hygiène pour 1930. — V. Finances : Fiscalité communale.

SECRÉTAIRES COMMUNAUX. — V. la sous-rubrique : Personnel.

SOCIÉTÉ INTERCOMMUNALE DE LA RIVE GAUCHE DE L'ESCAUT. — V. Finances : Emprunts : Garantie du Gouvernement.

STEENE. — V. plus haut : Limites séparatives : Ostende et Steene.

SUBSIDES AUX COMMUNES DONT LES RESSOURCES FISCALES SONT INSUFFISANTES POUR 1930. — *Crédit de 20 millions inscrit au budget de l'Intérieur pour 1930 : Répartition. — V. Finances : Fiscalité communale.*

URBANISATION.

Proposition de loi concernant l'urbanisation des villes et communes (due à l'initiative

de M. Vinck et signée par MM. Vinck, A. Huysmans et Lebon).

Développements, n^o 98. — Proposition de loi : Annexe au n^o 98.

Communications. — V. Voies et communications.

Compétence des agents diplomatiques et consulaires. — V. Droit civil : a) Etat civil : Actes de l'Etat civil; b) Fonctions notariales.

Comptes généraux de la Colonie. — V. Congo : Finances : Budgets.

Concessions de chemins de fer. — V. Chemins de fer.

Conciliation et arbitrage (Traités de). — V. Affaires Etrangères : Droit international public et privé.

Condamnation conditionnelle. — V. Droit pénal.

Condamnés interdits. — V. Droit pénal.

Congo.

CHEMINS DE FER.

Emprunt : Garantie de la Colonie. — Projet de loi accordant la garantie de la Colonie à des capitaux de la « Société des Chemins de fer vicinaux du Congo » et de la « Société des Chemins de fer au Kivu ».

V. le n^o 171 (sess. 1929-1930) du Sénat.

Amendements présentés par le Gouvernement, n^{os} 16 et 162.

Rapport fait par M. le comte de Kerchove de Denterghem, n^o 49. — Une carte est jointe à ce document.

Rapport complémentaire fait par M. le comte de Kerchove de Denterghem, n^o 187.

Projet de loi amendé par la Chambre des Représentants, n^o 209.

Rapport fait par M. le comte de Kerchove de Denterghem, sur le texte amendé par la Chambre des Représentants, n^o 216.

Projet de loi autorisant la Colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligataire de 150 millions de francs de la Compagnie du Chemin de fer du Congo.

V. les n^{os} 5 et 173 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. le comte de Kerchove de Denterghem, n^o 194.

FINANCES.

Budgets. — *Budget général pour 1931.* — *Projet de loi contenant le Budget général des recettes et des dépenses du Congo belge et du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1931.*

Exposé des motifs, n° 50. — Tableau comparatif des évaluations des recettes ordinaires pour les exercices 1930 et 1931. Tableau comparatif des crédits demandés pour 1931 et des crédits accordés pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1930, n° 50. — Budget extraordinaire, n° 50. — Budget du Ruanda-Urundi : Exposé des motifs n° 50. — Textes des Décrets publiés conformément à l'article 10 de la Charte coloniale et relatifs aux droits d'entrée et de sortie sur certains produits, n° 50. — Note préliminaire au Budget du Congo belge et Projet de loi, n° 50. — Tableaux et développements, n° 50. — Budget-Annexe du district urbain de Léopoldville pour l'exercice 1931 (Recettes et dépenses ordinaires, n° 50).

Rapport fait par M. Van Overbergh sur le Budget des recettes et des dépenses ordinaires, n° 70. — Annexes 1 et 2 : Questions posées par la Commission et réponses du Gouvernement, n° 70.

Rapport fait par M. Van Overbergh sur le Budget des recettes et des dépenses extraordinaires, n° 71.

Rapport fait par M. Van Overbergh sur le Budget du Ruanda-Urundi, n° 72.

Amendements présentés par le Gouvernement, n° 150.

Budget métropolitain. — *Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1931. (Dépenses métropolitaines.)*

Projet de loi, n° 5-XI. — Tableaux, développements et notes justificatives, n° 5-XI.

Rapport fait par M. Van Overbergh, n° 73.

Comptes généraux de la Colonie pour les exercices 1908 à 1924. — *Projet de loi arrêtant les comptes généraux de la Colonie des années 1908 à 1924 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1908 à 1922.*

Exposé des motifs, n° 53. — Projet de loi, tableaux et développements, n° 53.

LIGNE AÉRIENNE BELGIQUE-FRANCE-GONGO. — V. Affaires Étrangères : Aéronautique.

Conseil des Mines (Rémunération des membres du). — V. Traitements : Réduction.

Construction d'habitations à bon marché — V. Habitations à bon marché.

Consulats.

Convention avec la Pologne. — V. Affaires Étrangères : Consulats.

Compétence des agents consulaires à l'étranger en matière d'actes de l'état civil et d'actes notariés. — V. Droit civil : a) État civil : Actes de l'état civil; b) Fonctions notariales.

Contingent. — V. Armée.

Contrat d'emploi. — V. Industrie, commerce et travail.

Contribution foncière : remise temporaire. — V. Habitations à bon marché : Construction.

Convention avec la Banque Nationale de Belgique. — V. Finances : Budgets : Budget des Voies et Moyens.

Conventions, accords et traités avec des pays étrangers. — V. la rubrique : Affaires étrangères, aux différents pays ou objets auxquels ces conventions se rattachent.

Corps diplomatique (compétence des agents du Corps diplomatique à l'étranger). — V. Droit civil : a) État civil : Actes de l'état civil; b) Fonctions notariales.

Cour d'assises (Délibérations du jury). — V. Procédure pénale.

Cour de Cassation. — V. Organisation judiciaire.

Cour permanente de justice internationale. — V. Affaires Étrangères : Droit international public : Société des Nations.

Crédits provisoires. — V. Finances : Budgets.

Crédits en faveur des victimes des inondations. — V. Inondations.

Crédits supplémentaires. — V. Finances : Budgets.

Crise. — V. Assurances sociales : Fonds national de crise.

Cultes.

TRAITEMENTS DU CLERGÉ. — V. Traitements : Réduction.

Curateur des condamnés interdits. — V. Droit pénal : Condamnés interdits.

D

Décès prématuré des employés. — V. Assurances sociales : Employés.

Défense nationale. — V. plus haut la rubrique : Armée : Crédits militaires.

Délai pour l'exécution du jugement en matière de séparation de biens. — V. Droit civil : Séparation de biens.

Délai de péremption. — V. Procédure civile : Jugement interlocutoire.

Députations permanentes des Conseils provinciaux. — V. Traitements : Réduction.

Dérogations aux clauses des cahiers des charges des chemins de fer. — V. Chemins de fer : Concessions.

Détention préventive. — V. Droit pénal.

Digues (Travaux de protection des). — V. Inondations.

Diplômes légaux d'ingénieur civil électricien ou mécanicien. — V. Enseignement technique : Ecole des mines et de métallurgie, à Mons.

Distribution d'énergie électrique. — V. Industrie, commerce et travail : Electricité.

Divertissements (Impôts sur les). — V. Finances : Impôts : Spectacles et divertissements.

Divorce. — V. Droit civil.

Dommages de guerre. — V. 1^o Guerre ; 2^o Affaires Etrangères : Guerre.

Dommages résultant des accidents du travail (convention avec le Gouvernement chérifien). — V. Affaires Etrangères : Industrie, commerce et travail.

Dotation sénatoriale. — V. Finances. Budget des Dotations et Budget du Sénat pour l'exercice 1931.

Douanes et accises. — V. Finances.

Droit civil.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — V. plus loin la sous-rubrique : État civil.

ACTES ENTRE VIFS.

Donations : Extension du bénéfice de l'acceptation provisoire à toutes les personnes civiles. — Projet de loi relatif à l'extension à toutes les personnes civiles du bénéfice de l'acceptation provisoire des libéralités faites par actes entre vifs.

V. les n^{os} 142 (sess. 1929-1930) et 80 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. Legrand, n^o 137.

ARTICLE 1444 DU CODE CIVIL. — V. plus loin : Séparation de biens.

BIENS VACANTS ET SANS MAITRE.

Proposition de loi relative aux droits de l'Etat sur les objets mobiliers mis au jour dans les dépendances du domaine public (due à l'initiative de MM. Braun et cons.).

V. le n^o 73 (sess. 1927-1928) du Sénat.

Rapport fait par M. Lebon, n^o 135. — Texte proposé par la Commission de la Justice, n^o 135.

DIVORCE BASÉ SUR L'ADULTÈRE OU L'ENTRETIEN DE CONCUBINE.

Simplification des formalités. — Proposition de loi modifiant les règles de procédure en matière de divorce (due à l'initiative de M. Lebeau et signée par MM. Lebeau, Lafontaine, M^{me} Spaak, MM. Hénault et Disière).

Développements et proposition de loi, n^o 89.

ÉTAT CIVIL.

Actes de l'état civil. — Compétence des agents diplomatiques et consulaires. — Projet de loi relatif à certains actes de l'état civil et à la compétence des agents diplomatiques et consulaires.

V. les n^{os} 11, 95 et 151 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n^o 114.

Rapport fait par M. Leyniers, n^o 153.

FONCTIONS NOTARIALES.

Compétence des agents diplomatiques et consulaires à l'étranger, en matières d'actes notariés. — Projet de loi concernant la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière notariale.

V. les nos 12, 96 et 142 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 115.

Rapport fait par M. Leyniers, n° 152.

SÉPARATION DE BIENS.

Prorogation de 15 à 30 jours du délai fixé pour l'exécution du jugement. — Projet de loi modifiant l'article 1444 du Code civil.

V. les nos 74 et 81 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. Asou, n° 138.

Droit pénal.

ABANDON DE FAMILLE.

Proposition de loi complétant la loi du 14 janvier 1928 sur l'abandon de famille (due à l'initiative de M. Pierlot et cons.).

V. le doc. n° 135 (sess. 1929-1930) du Sénat.

Rapport fait par M. Legrand, n° 66.

Amendements présentés par le Gouvernement, n° 86.

ARTICLE 23. — V. plus loin : Interdiction.

CONDAMNATION CONDITIONNELLE.

Projet de loi portant modification à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle.

V. les sessions : extraordinaire 1925, ordinaires : 1925-1926; 1927-1928 et les nos 73 et 120 de la session 1929-1930 de la Chambre des Représentants.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 28.

CONDAMNÉS INTERDITS. ORGANISATION DE LEUR TUTELLE. DÉSIGNATION D'UN ADMINISTRATEUR PROVISOIRE.

DÉTENTION PRÉVENTIVE.

Proposition de loi modifiant l'article 21 de la loi sur la détention préventive (due à l'initiative de M. Crokaert et cons.).

V. le n° 72 (sess. 1929-1930) du Sénat.

Rapport fait par M. G. Jansen, n° 79. — Texte proposé par la Commission de la Justice, n° 79.

Amendements présentés par le Gouvernement, n° 88.

Projet de loi modifiant l'article 23 du Code pénal.

V. les nos 139 (sess. 1927-1928) et 264 (sess. 1929-1930) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. J. De Clercq, n° 141.

PROCÉDURE PÉNALE. — V. la rubrique spéciale.

PROTECTION DES ANIMAUX. — V. Agriculture : Vivisection.

PROTECTION DE L'ENFANCE. — V. la rubrique spéciale : Enfance.

PROTECTION DES TITRES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — V. Enseignement supérieur : Titres professionnels d'enseignement supérieur.

TUTELLE DES CONDAMNÉS INTERDITS. ORGANISATION. — V. plus haut : Condamnés interdits.

Droit commercial.

AGENTS DE CHANGE.

Projet de loi interdisant temporairement l'admission de nouveaux agents de change.

Exposé des motifs, n° 210. — Projet de loi, n° 210.

Projet de loi revisant les dispositions du Titre V, livre 1^{er} du Code de Commerce et réglementant l'exercice de la profession d'agents de change.

Exposé des motifs, n° 211. — Projet de loi, n° 211.

SOCIÉTÉS ANONYMES.

Droit de vote privilégié. Réglementation. — Projet de loi sur le droit de vote privilégié dans les sociétés anonymes.

Exposé des motifs, n° 32. — Projet de loi, n° 32.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

Sociétés coopératives. — Proposition de loi étendant aux sociétés coopératives certaines dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (due à l'initiative de M. Demets).

Développements et proposition de loi, n° 223.

Sociétés privées à responsabilité limitée. — Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée.

V. les nos 17 et 293 (sess. 1927-1928), 32

(sess. 1920-1930) et 160 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Le titre primitif était : Proposition de loi instituant en droit commercial les sociétés familiales.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 116.

Droit international. — V. Affaires Etrangères.

Droit de vote privilégié dans les sociétés anonymes. — **Réglementation.** — V. Droit commercial : Sociétés anonymes.

Droits. — V. Finances : a) Douanes ; b) Douanes et accises ; c) Impôts.

Droits civils. — V. Personnalité civile.

Droits de l'Etat sur les objets mobiliers mis au jour dans les dépendances du domaine public. — V. Droit civil : Biens vacants et sans maître.

Ducroire gouvernemental. — V. Industrie, commerce et travail.

E

Eaux et forêts.

BOIS ET FORÊTS.

Loi de cadenas : Prorogation. — *Projet de loi prorogeant les lois antérieures qui autorisent le Gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers.*

Exposé des motifs, n° 27. — Projet de loi, n° 27.

Rapport fait par M. le baron Van Zuylen, n° 34.

Protection : Statut définitif. — *Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers.*

V. les nos 83, 109, 111 et 123 (sess. 1925-1926) et 194 (sess. 1929-1930) du Sénat.

Amendements présentés par le Gouvernement au texte proposé par la Commission de l'Agriculture, n° 93.

Rapport fait par M. le baron van Zuylen, n° 183. — Projet présenté par la Commission de l'Agriculture, n° 183.

Ecole militaire. (Rétribution des professeurs et examinateurs civils.) — V. Traitements : Ecole militaire.

Ecole des mines et de métallurgie, à Mons : Reconnaissance légale des diplômes. — V. Enseignement technique.

Electricité. — V. Industrie, commerce et travail.

Emploi. — V. Industrie, commerce et travail : Contrat d'emploi.

Emploi des langues. — V. Enseignement : Enseignement primaire : Régime linguistique.

Employés (Pensions des). — V. Assurances sociales : Employés.

Emprunts. — V. 1° Finances : Emprunts ; 2° Congo : Chemins de fer : Emprunts ; 3° Chemins de fer.

Emprunts à contracter par le Fonds d'allocation ou la Caisse nationale des employés. — V. Assurances sociales : Employés.

Emprunts à émettre par l'Etat : Exonérations fiscales. — V. Finances : Impôts.

Emprunt à émettre par la Société nationale des Habitations à bon marché. — V. Habitations à bon marché : Extension de l'objet organique et emprunt.

Energie électrique. — V. Industrie, commerce et travail : Electricité.

Enfance.

OBLIGATION SCOLAIRE : EXTENSION.

Projet de loi modifiant divers articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. — V. Enseignement : Enseignement primaire. — Obligation scolaire.

PROTECTION DE L'ENFANCE.

Projet de loi relatif à la protection morale de l'enfance.

V. les n° 37 (sess. 1925-1926) et 190 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 148.

Engrais (Commerce d'). — V. Agriculture : Semences, plants, engrais, etc.

Enseignement.**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.**

Ecole des mines et de métallurgie de Mons. —
V. plus loin : Enseignement technique.

Ingénieurs. — V. plus loin : Titres d'enseignement supérieur : Protection.

Titres d'enseignement supérieur : Protection des titres et grades, mesures répressives. —
Projet de loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur.

V. les nos 83 et 107 (sess. 1929-1930) du Sénat.

Rapport fait par M. le comte de la Barre d'Erquelinnes, n° 80.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : DIPLÔMES LÉGAUX.

Ecole des mines et de métallurgie à Mons. —
Diplômes d'ingénieur civil, électricien ou mécanicien. — *Proposition de loi accordant à l'Ecole des mines et de métallurgie (Faculté technique du Hainaut) à Mons, la reconnaissance légale des diplômes d'ingénieur civil électricien et d'ingénieur civil mécanicien* (due à l'initiative de M. L. Matagne et signée par MM. L. Matagne, Hulin, Asou, Guinotte, Lekeu et Danhier).

Développements et proposition de loi n° 82.

Rapport fait par M. le comte de la Barre d'Erquelinnes, n° 145.

ENSEIGNEMENT MOYEN DU DEGRÉ SUPÉRIEUR.

Langues modernes. — *Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur.*

V. le n° 144 (sess. 1929-1930) du Sénat.

Rapport fait par M. Rutten, n° 224. —
Annexe I : Textes ancien et nouveau. —
Annexe II : Texte amendé par la Commission, n° 224.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

Régime linguistique. — *Projet de loi concernant le régime linguistique dans l'enseignement moyen.*

V. le n° 143 (sess. 1929-1930) du Sénat.

Rapport fait par M. Rutten, n° 112. —
Annexe I : Amendements présentés par le Gouvernement et texte primitif. —
Annexe II : Rapport complémentaire fait par M. Rutten. — Texte amendé par la Commission, n° 112.

Sous amendements proposés par M. Rutten au texte amendé par la Commission, n° 220.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Obligation scolaire. — Enfants anormaux. —
Projet de loi modifiant les articles 2, 3, 14 et 22 de la loi organique de l'enseignement primaire et tendant à l'extension de l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales.

V. les nos 28 (sess. extr. 1925), 106 (sess. 1926-1927) et 305 (sess. 1927-1928) de la Chambre; le n° 190 (sess. 1927-1928) du Sénat.

Rapport fait par M^{me} Spaak, n° 83. —
Annexe : Tableau comparatif des textes de la loi organique de l'enseignement primaire et du projet de loi, n° 83.

Régime linguistique. — *Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire.*

V. les nos 142 et 228 (sess. 1929-1930) du Sénat.

Amendements proposés par M. Vermeulen, n° 134.

Amendements présentés par le Gouvernement, n° 149. — Texte intégral du projet de loi amendé par le Gouvernement, n° 149.

Tableaux des textes présentés par le Gouvernement et des amendements qui s'y rattachent, n° 172.

Texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 192.

Rapport complémentaire fait par M. Rutten, n° 193.

Amendement présenté par le Gouvernement au texte adopté au premier vote, n° 196.

PERSONNEL ENSEIGNANT.

Traitements. — V. Traitements : Réduction de 6 p. c.

Escaut (Emprunt émis par la Société intercommunale de la Rive gauche de l'). — V. Finances : Emprunts.

Etat civil. — V. Droit civil.

Etats-Unis (Remboursement de l'emprunt émis aux). — V. Finances : Emprunts.

Eupen, Malmédy et Saint-Vith. — V. Guerre : Dommages de guerre.

Examineurs civils de l'École militaire. — Traitements : École militaire.

Exonérations d'impôts. — V. Finances : Impôts.

Exportation de marchandises. — V. Industrie, commerce et travail : a) Marchandises ; b) Licences d'exportation.

Expositions internationales. — V. Affaires Étrangères.

F

Fabrication des armes et munitions. — V. Armes et munitions

Famille. — V. Droit pénal : Abandon de famille.

Finances.

ACCISES. — V. plus loin : a) Douanes et accises ; b) Impôts : Alcool et sucres.

ALCOOL ET SUCRES (DROIT SUR LES). — V. plus loin la sous-rubrique : Impôts.

BUDGETS. —

Crédits provisoires. — *Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1931.*

V. les nos 30 et 35 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 41.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1931.

V. les nos 135 et 138 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par le baron de Mévius, n° 95.

Budget des Affaires Étrangères pour l'exercice 1931.

V. les nos 4-V, 57 et 78 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 5-V. — Tableaux, n° 5-V.

Rapport fait par M. Digneffe, n° 166.

Budget de l'Agriculture pour l'exercice 1931.

Projet de loi, n° 5-VIII. — Tableaux, développements et notes justificatives, n° 5-VIII.

Rapport fait par M. Limage, n° 51. — Questions posées par la Commission et réponses du Ministre, n° 51.

Amendements proposés par le Gouvernement, n° 58.

Budget des Colonies. — V. Congo : Finances.

Budget de la Défense Nationale pour l'exercice 1931.

Projet de loi, n° 5-XII, tableaux, développements et notes justificatives, n° 5-XII. — Annexes aux développements : Article 10, tableau des effectifs, calcul des traitements, solde, etc. ; Article 11, tableau des effectifs, calcul des traitements, n° 5-XII.

Amendements présentés par le Gouvernement, n° 59 ; 2^e série, n° 78.

Rapport fait par M. Pierlot, n° 110.

Budget de la Dette publique pour 1931.

V. les nos 4-II, 39, 144 et 148 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Projet de loi transmis par la Chambre des Représentants, n° 5-II. — Tableaux, n° 5-II.

Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 167.

Budget des Dotations pour l'exercice 1931.

Projet de loi, n° 5-III. — Tableaux et notes justificatives, n° 5-III.

Rapport fait par M. Du Bost, n° 18 :

I. Amendement présenté par MM. Vinck, Volckaert et De Clercq, relatif à la dotation du Sénat ; II. Amendement relatif à la dotation de la Chambre des Représentants, transmis par les questeurs de la Chambre, n° 22.

Rapport fait par les questeurs, MM. Vinck, le baron d'Huart, Volckaert, Hicguet et De Clercq, sur la dotation sénatoriale pour l'exercice 1931, n° 23. — Propositions de budget pour l'exercice 1931, n° 23.

Projet amendé par la Chambre des Représentants, n° 113.

Rapport fait par M. A. Huysmans, n° 120.

Amendement présenté par M. le baron de Moffarts, n° 127.

Amendements proposés par MM. Hicguet, Digneffe et A. Huysmans, n° 139.

Amendement proposé par M. le vicomte Berryer, n° 140.

Budget extraordinaire. — *Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1931.*

- V. les nos 4-XVI, 132, 145, 164, 169, 179 et 199 (sess. 1930-1931) de la Chambre.
Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 5-XVI. — Tableau I : Dépenses extraordinaires. Tableau II : Recettes extraordinaires, n° 5-XVI.
Rapport fait par M. Beauduin, n° 160. — Questions posées par la Commission et réponses du Gouvernement, n° 160.
- Budget des Finances pour l'exercice 1931.*
Projet de loi, n° 5-XIV. — Tableaux, développements et notes justificatives, n° 5-XIV.
Rapport fait par M. Van Overbergh, n° 109.
Amendements présentés par le Gouvernement, n° 65, n° 132.
- Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1931.*
Projet de loi, n° 5-XIII. — Tableaux, développements et notes justificatives, n° 5-XIII.
Notes-annexes relatives à la composition du corps, au calcul des traitements et aux dépenses imprévues, n° 5-XIII.
Rapport fait par M. Pierlot, n° 111.
- Budget de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1931.*
V. les nos 4-X, 56, 72 et 90 (sess. 1930-1931) de la Chambre.
Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 5-X. — Tableaux, n° 5-X.
Rapport fait par M. Demets, n° 87. — Annexe : Questions posées à la Commission et réponses données par le Ministre, n° 87. — Questions posées par la Commission et réponses du Gouvernement. Annexe au n° 87.
- Budget de l'Intérieur et de l'Hygiène pour l'exercice 1931.*
V. les nos 4-VI, 61 et 125 (sess. 1930-1931) de la Chambre.
Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 5-VI. — Tableaux, n° 5-VI.
Rapport fait par le baron Delvaux de Fenffe, n° 106.
Amendement présenté par M. Gravez, n° 128.
- Budget de la Justice pour 1931.*
V. les nos E-IV, 31, 71 et 124 (sess. 1930-1931) de la Chambre.
Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 5-IV. — Tableaux, n° 5-IV.
- Rapport fait par M. le baron Meyers, n° 108. — Annexe : Accusés jugés contradictoirement du chef d'assassinat et meurtre, n° 108.
- Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1931.*
Projet de loi, n° 5-XV. — Tableaux, développements et notes justificatives, n° 5-XV.
Rapport fait par M. De Clercq, n° 20.
- Budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1931.*
V. les nos 4-XVIII et 58 (sess. 1930-1931) de la Chambre.
Rapport fait par M. de Spot, n° 64.
- Budget des Recettes et des Dépenses pour Ordre pour l'exercice 1931.*
Projet de loi, n° 5-XIX. — Tableaux et note à l'appui des évaluations de recettes et des prévisions de dépenses, n° 5-XIX. — Annexe au budget : a) Bilans et comptes des profits et pertes des exploitations agricoles autonomes de l'État relevant du Ministère de l'Agriculture; b) Bilans et comptes des profits et pertes des exploitations agricoles autonomes de l'État relevant du Ministère de la Justice, n° 5-XIX.
Rapport fait par M. De Clercq, n° 19.
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1931.* — V. plus haut : Budgets extraordinaires.
- Budget des Sciences et des Arts pour l'exercice 1931.*
Projet de loi, n° 5-VII. — Tableaux, développements, notes justificatives et annexe aux développements, n° 5-VII.
Rapport fait par M. Carnoy, n° 68. — Amendement présenté par la Commission à l'article 19, n° 68.
Rapport complémentaire fait par M. Carnoy, annexe au n° 68.
Amendements présentés par le Gouvernement, n° 85.
- Budget du Sénat pour l'exercice 1931.*
Voir p. 16,
Amendement présenté par MM. Vinck, Volckaert et De Clercq, relatif à la dotation du Sénat, n° 22,
Rapport fait par MM. les questeurs du Sénat sur la dotation sénatoriale pour l'exercice 1931, n° 23. — V. pour le surplus plus haut : Budget des dotations pour l'exercice 1931.

Budget des Transports pour l'exercice 1931.
V. les nos 4-XVII, 62 et 114 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 5-XVII. — Tableau I : Dépenses d'exploitation, n° 5-XVII. — Tableau II : Recettes d'exploitation, n° XVII. — Tableau III : Dépenses extraordinaires, n° 5-XVII.

Rapport fait par M. Hicguet, n° 107. — Questions posées par la Commission et réponses du Gouvernement, n° 107.

Budget des Travaux publics pour l'exercice 1931.

V. les nos 4-IX, 117 et 128 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 5-IX. — Tableaux, n° 5-IX.

Rapport fait par M. Lebon, n° 157.

Projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1931, ainsi que des dispositions relatives au Fonds monétaire institué par la loi du 12 juin 1930 et à une convention conclue avec la Banque Nationale de Belgique.

Projet de loi, n° 5-I. — Tableaux, n° 5-I.

Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 44.

Crédits supplémentaires et régularisations. — Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1929 et antérieurs et à l'exercice 1930.

V. les nos 40 et 166 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. le baron de Mévius, n° 118.

COMPTES DE LA RÉGIE DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES. — V. Télégraphes et téléphones.

CONTRIBUTION FONCIÈRE : REMISE TEMPORAIRE. — V. Habitations ouvrières : Construction. Encouragement.

COUR DES COMPTES.

Traitements. — V. Traitements : Réduction.

CRÉDIT EXTRAORDINAIRE POUR SECOURIR LES VICTIMES DES INONDATIONS. — V. Inondations.

CRÉDIT DE 20 MILLIONS DE FRANCS AUX COMMUNES DONT LES RESSOURCES FISCALES

SONT INSUFFISANTES. — V. plus loin : Fiscalité communale.

CRÉDITS PROVISOIRES ET SUPPLÉMENTAIRES. — V. plus haut la sous-rubrique : Budgets.

DOUANES.

Allumettes. — Projet de loi relatif au tarif des douanes (tarif spécial).

V. les nos 266 et 298 (sess. 1929-1930) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. Mullie, n° 185.

Avoines :

Application anticipée des nouveaux droits sur les avoines : Approbation de l'arrêté royal du 12 mars 1931. — Projet de loi relatif au tarif des douanes.

V. les nos 181 et 212 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. Mullie, n° 179.

Majoration du droit d'entrée sur les avoines. — Proposition de loi modifiant le tableau des droits d'entrée annexé à la loi du 8 mai 1924 (due à l'initiative de M. Limage et signée par MM. Limage, Mullie, le baron d'Huart, le baron de Moffarts, Beauvuin et Lammertyn).

Développements, n° 67. — Proposition de loi, n° 67.

Rapport fait par M. Mullie, n° 77. — Amendement proposé par les Commissions, n° 77.

DOUANES ET ACCISES.

Alcool. — V. plus loin : Impôts : Alcool et sucres.

Intérêts de retard : Réduction du taux. — Projet de loi ramenant de 8 à 6 p. c. le taux des intérêts de retard dus dans le paiement des droits de douane et d'accise.

V. les nos 349 (sess. 1929-1930) et 67 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. Mullie, n° 74.

Pétroles. — V. plus loin la sous-rubrique : Impôts.

Répartition des recettes communes. — V. Affaires Etrangères : Industrie, commerce et travail. — Union économique belgo-luxembourgeoise.

Sucres. — V. plus loin : Impôts : Alcool et sucres.

EMPRUNTS.

Emprunt à contracter par la Société nationale des Chemins de fer belges. — V. Chemins de fer.

Emprunts à contracter par le fonds d'allocation et la Caisse de pensions. — V. Assurances sociales : Employés.

Remplacement des signatures par des griffes sur les titres des emprunts à émettre par la Société nationale des Chemins de fer belges. — V. : Chemins de fer, Emprunt.

Exonérations fiscales. — V. plus loin la sous-rubrique : Impôts.

Garantie de la Colonie pour des emprunts émis par des Sociétés du Congo. — V. Congo : a) Chemins de fer ; b) Transports fluviaux.

Garantie du Gouvernement. — *Projet de loi autorisant le Gouvernement à garantir le service des emprunts à émettre par la Société intercommunale de la Rive gauche de l'Escaut.*

V. les nos 83 et 87 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. Philips, n° 75.

Garantie du Gouvernement en ce qui concerne un nouvel emprunt émis par la Société nationale des Habitations à bon marché. — V. Habitations à bon marché.

Remboursement de l'emprunt émis en 1921 aux Etats-Unis. — *Projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt pour le remboursement du solde de l'emprunt à 8 p. c. émis aux Etats-Unis en 1921.*

V. les nos 9 et 10 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. Moyersoen, n° 14.

Remplacement des signatures par des griffes sur les titres des emprunts à émettre par la Société nationale des Chemins de fer belges. — V. Chemins de fer : Emprunt.

EXONÉRATIONS D'IMPOTS. — V. plus loin la sous-rubrique : Impôts.

FISCALITÉ COMMUNALE.

Projet de loi relatif à la répartition du crédit de vingt millions de francs inscrit à l'article 63 du budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène pour l'exercice 1930.

V. les nos 93 et 101 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. le baron Delvaux de Fenffe, n° 176.

FISCALITÉ PROVINCIALE ET COMMUNALE.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale.

V. les nos 145 (sess. 1929-1930) et 22 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 45.

Rapport fait par M. Moyersoen, n° 52. — Amendements proposés par la Commission, n° 52.

IMPÔTS.

Alcool et sucres. — *Projet de loi concernant les droits d'accise et de douane sur les sucres et la taxe de consommation sur l'alcool.*

V. les nos 16 et 18 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. Mullie, n° 25.

Maintien, pour la campagne sucrière de 1931-1932, du régime mis en vigueur par la loi du 18 décembre 1930. — *Projet de loi concernant les droits d'accise et de douane sur les sucres.*

V. les nos 185 et 211 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. Mullie, n° 180.

Contribution foncière : Remise temporaire. — V. Habitations à bon marché : Construction.

Droit au sursis militaire : Mise en concordance avec la nouvelle législation fiscale. — V. Armée : Milice : Sursis.

Droits d'enregistrement. Bases du droit pour actes de prorogation de sociétés coopératives et d'unions du crédit. — *Prêts agricoles. Salaire à payer aux receveurs.* — *Projet de loi portant certaines modifications aux lois d'impôts ainsi qu'à la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles.*

V. les nos 120 et 182 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 126.

Rapport fait par M. J. De Clercq, n° 144.

Exonération :

Exonération en faveur des emprunts à émettre par l'Etat. — *Projet de loi autorisant le Gouvernement à attacher toutes exonérations fiscales à des emprunts à émettre par l'Etat.*

V. les nos 209 et 215 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. Moyersoen, n° 168.

- Exonérations en faveur de la Banque des règlements internationaux.* — V. plus haut dans la même sous-rubrique : Impôts, la sous-rubrique : Droits d'enregistrement pour les actes de prorogation des sociétés coopératives, etc.
- Exonération en faveur des sociétés belges exploitant en Russie.* — V. plus loin : Sociétés belges exploitant en Russie.
- Impôts directs : Taxes professionnelles des administrateurs, commissaires et liquidateurs de sociétés par actions et déduction éventuelle des pertes professionnelles subies par certains contribuables.* — *Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs.*
- V. les nos 45 et 161 (sess. 1930-1931) de la Chambre.
- Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 173.
- Rapport fait par M. Moyersoën, n° 188. — Amendement proposé par la Commission, n° 188.
- Projet de loi amendé par la Chambre des Représentants, n° 208.
- Rapport fait par M. Moyersoën, sur le texte amendé par la Chambre, n° 215.
- Pétroles.* — *Proposition de loi complétant les dispositions de la loi du 13 juillet 1930 sur le régime des pétroles* (due à l'initiative de M. Demets et signée par MM. Demets et Nolf).
- Développements et proposition de loi, n° 9.
- Ressources fiscales nouvelles pour parer à la crise économique.* — *Projet de loi portant création de ressources nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique.*
- V. les nos 180, 207 et 227 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.
- Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 174.
- Rapport fait par M. Moyersoën, n° 189.
- Spectacles et divertissements publics.* — *Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 6 juillet 1930 modifiant le barème de la taxe sur les spectacles ou divertissements.*
- V. les nos 100 et 105 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.
- Rapport fait par M. A. Huysmans, n° 186.
- Sucres.* — *Douanes et accises sur les sucres.* — V. plus haut sous la même sous-
- rubrique : Impôts; la sous-rubrique : Alcools et sucres.
- SOCIÉTÉS BELGES EXPLOITANT EN RUSSIE.**
- Prorogation et exonération en faveur des sociétés belges exploitant en Russie.* — *Proposition de loi prorogeant les lois du 9 janvier 1926 et du 11 avril 1927. relatives aux sociétés belges exploitant en Russie* (due à l'initiative de M. Digneffe et signée par MM. Digneffe, Berryer et Huysmans).
- Développements et propositions de loi, n° 26.
- Rapport fait par M. G. Jansen, n° 36.
- Projet amendé par la Chambre des Représentants, n° 46.
- Rapport fait par M. G. Jansen sur le texte amendé par la Chambre, n° 47.
- TAXES.** — V. plus haut : Impôts.
- Fiscalité provinciale et communale.** — V. Finances.
- Flamand.** — V. Enseignement : Enseignement primaire et enseignement moyen : Régime linguistique.
- Fonctions notariales : Compétence des agents diplomatiques et consulaires belges à l'étranger.** — V. Droit civil : Fonctions notariales.
- Fonds d'allocation en faveur des employés.** — V. Assurances sociales : Employés.
- Fonds d'assistance aux communes : Création.** — V. Finances : Fiscalité communale.
- Fonds monétaire (Dispositions relatives au).** — V. Finances : Budgets : Budget des Voies et Moyens.
- Fonds national de crise.** — Assurances sociales.
- Fonds national de la mutualité.** — V. Assurances sociales : Mutualité.
- Forêts.** — V. Eaux et forêts.
- Fortifications.** — V. Crédits militaires.
- France.**
- CONVENTION AU SUJET D'UNE LIGNE AÉRIENNE BELGIQUE-FRANCE-CONGO.** — V. Affaires Étrangères : Aéronautique.

CONVENTION AU SUJET DES VICTIMES DE LA GUERRE. — V. Affaires Etrangères : Guerre.

Frontières. — V. Affaires Etrangères.

Funérailles nationales. — V. aux noms des Généraux : Bernheim, Bertrand et Michel du Faing d'Aigremont (baron).

Furnes. — V. Communes : Limites séparatives : Adinkerke et Furnes.

G

Garantie du Gouvernement. — V. 1^o Congo : Chemins de fer : Emprunt ; 2^o Chemins de fer ; 3^o Finances : Emprunts.

Gardes champêtres (Traitements des). — V. Communes : Personnel : Traitements.

Gens de mer. — V. Marine.

Griffes. (Remplacement des signatures par des griffes.) — V. Chemins de fer : Emprunts.

Guerre.

DOMMAGES DE GUERRE.

Ressortissants des territoires rédimés. — Proposition de loi portant application des lois coordonnées des 10 juin 1919 et 25 juillet 1921 aux dommages éprouvés par les ressortissants des territoires réunis à la Belgique par le Traité de Versailles (due à l'initiative de M. Pierlot et cons.).

V. le n^o 47 (sess. 1929-1930) du Sénat.
Rapport fait par M. Pierlot, n^o 104.

FUNÉRAILLES NATIONALES. — V. aux noms des généraux : Bernheim, Bertrand et Michel du Faing d'Aigremont (baron).

VICTIMES CIVILES : CONVENTION AVEC LA FRANCE. — V. Affaires Etrangères : Guerre.

YPRES MEMORIAL CHURCH AND BRITISH SETTLEMENT. — V. Personnalité civile.

Habitations et logements à bon marché.

CONSTRUCTION : ENCOURAGEMENT.

Projet de loi prorogeant la loi du 10 juin 1928, encourageant la construction de nouvelles

habitations par la remise temporaire de la contribution foncière.

V. les n^{os} 70 et 140 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n^o 124.

Rapport fait par M. J. De Clercq, n^o 143.

EMPRUNT ET EXTENSION DE L'OBJET ORGANIQUE DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE.

Projet de loi étendant l'objet organique de la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché et autorisant celle-ci à émettre, sous la garantie de l'Etat, un troisième emprunt au capital nominal de 350 millions de francs.

V. les n^{os} 66, 98, 119, 126 et 129 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n^o 92.

Rapport fait par M. Moyersoen, n^o 101. — Amendement présenté par la Commission, n^o 101.

H

Hygiène et santé.

ALCOOL. — V. Finances : Impôts : Alcools et sucres.

MÉDECINS : ORDRE DES MÉDECINS.

Proposition de loi portant création de l'Ordre des médecins (due à l'initiative de M. Gravez).

Développements et propositions de loi, n^o 202.

TRAVAIL A DOMICILE : RÉGLEMENTATION. — V. Industrie, commerce et travail.

VIVISECTION. — V. Agriculture.

I

Importation de marchandises. — V. Industrie, commerce et travail : a) Marchandises ; b) Licences d'exportation.

Impôts. — V. Finances.

Incinération.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains.

V. les n^{os} 131 (sess. extraordinaire de

1925) et 82 (sess. 1929-1930) de la Chambre des Représentants.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 191.

Incompatibilités.

INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES ET MINISTÉRIELLES.

Projet de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

V. les n°s 175 (sess. 1925-1926), 211 (sess. 1929-1930) et 198 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 142.

Rapport fait par M. Ligy, n° 181.

Indemnité parlementaire. — V. Finances : Budgets : 1° Budget des dotations ; 2° Budget du Sénat pour l'exercice 1931.

Industrie, commerce et travail.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Convention avec le Gouvernement chérifien. — V. Affaires Etrangères : Industrie, commerce et travail.

ACCIDENTS DU TRAVAIL AUX GENS DE MER. — V. Marine.

ALCOOL ET SUCRES. — V. Finances : Impôts.

ARMES ET MUNITIONS.

Projet de loi relatif au commerce et au port des armes et à la fabrication, et au commerce des munitions. — V. Armes et munitions.

ASSURANCES SOCIALES. — V. 1° la rubrique spéciale : Assurances sociales ; 2° Affaires Etrangères : Assurances sociales : Réciprocité entre la Belgique et la France.

BONNE FIN DE VENTES DE MARCHANDISES BELGES A L'ÉTRANGER. — V. plus loin : Ducroire gouvernemental.

CHÔMAGE. — V. Assurances sociales : Fonds de crise.

COMMERCE DE SEMENCES, PLANTS, ENGRAIS, ETC. — V. Agriculture : Semences, plants, etc.

CONSULATS. — V. 1° Affaires Etrangères. — 2° Droit civil : Etat civil : Compétence des agents diplomatiques et consulaires.

CONTRAT D'EMPLOI.

Proposition de loi apportant des modifications à la loi du 7 août 1922, modifiée par celle du 2 mai 1929, sur le contrat d'emploi (due à l'initiative de M. C. Mertens et signée par MM. Mertens, Hannick, Baeck, Solau, J. Coole et Van Roosbroeck).

Développements, n° 55. — Proposition de loi, n° 55. — Annexe : Texte actuel des articles dont on propose la modification, n° 55.

CONVENTION CONSULAIRE AVEC LA POLOGNE. — V. Affaires Etrangères : Consulats.

DIPLÔMES D'INGÉNIEUR CIVIL ÉLECTRICIEN OU MÉCANICIEN. — V. Enseignement technique : École des mines et de métallurgie à Mons.

DROITS SUR CERTAINES MARCHANDISES. — V. Finances : a) Douanes ; b) Douanes et accises ; c) Impôts.

DUCROIRE GOUVERNEMENTAL.

Projet de loi prorogeant, pour une nouvelle période de cinq ans, la loi du 7 août 1921, prorogée et modifiée par celles du 9 août 1926 et du 5 mai 1929, autorisant le Gouvernement à garantir la bonne fin de ventes de marchandises belges à l'étranger.

V. les n°s 246 et 258 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. François, n° 205.

ÉLECTRICITÉ.

Distributions d'énergie électrique. — *Projet de loi prorogeant et limitant les effets de la loi du 28 juillet 1926, complétant la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique.*

Exposé des motifs, n° 6. — Projet de loi, n° 6.

Rapport fait par M. A. Huysmans, n° 15.

EMPLOYÉS. — V. Assurances sociales.

EXPORTATION DE MARCHANDISES. — V. sous la même rubrique générale les sous-rubriques : a) Licences d'exportation ; b) Marchandises.

EXPOSITIONS INTERNATIONALES (CONVENTION RELATIVE AUX). — V. Affaires Etrangères : Expositions internationales.

- FONDS NATIONAL DE CRISE. — V. Assurances sociales.
- IMPORTATION DE MARCHANDISES. — V. sous la même rubrique générale la sous-rubrique: Marchandises ainsi que la rubrique: Finances: Douanes.
- INSPECTION DU TRAVAIL.
Proposition de loi sur l'inspection du travail (due à l'initiative de M. Mertens et signée par MM. Mertens, de Brouckere, Van Belle, Quinchon, Casterman et Hannick).
Développements et proposition de loi n° 222.
- LICENCES D'EXPORTATION. — Prorogation de la loi de 1925. — V. plus loin la sous-rubrique: Marchandises.
- MARCHANDISES.
Prorogation de la loi de 1923. — Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises.
V. les n°s 27 et 41 (sess. 1930-1931) de la Chambre.
Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 43.
Rapport fait par M. Mullie, n° 48.
Importation, exportation et transit. — Nouvelles dispositions réglementaires. — Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises.
V. les n°s 219 et 229 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.
Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 158.
Rapport fait par M. Mullie, n° 163.
- MINES.
Ecoles des mines et de métallurgie à Mons. — V. Enseignement technique.
Ouvriers mineurs: Retraite. — V. Assurances sociales: Ouvriers mineurs.
- ORPHELINS DES VICTIMES DU TRAVAIL. — V. Assurances sociales.
- PENSIONS DE VIEILLESSE OU D'INVALIDITÉ. — V. Assurances sociales: a) Employés; b) Pensions de vieillesse.
- PERSONNEL DE LA PÊCHE MARITIME: RECRUTEMENT. — V. Marine: Pêche maritime.
- PÉTROLES (RÉGIME DES). — V. Finances Impôts.
- RAPPROCHEMENT ÉCONOMIQUE: CONVENTION D'OSLO. — V. Affaires Etrangères: Industrie, commerce et travail.
- SEMENCES, PLANTS DE POMMES DE TERRE, ETC. (Réglementation du commerce) — V. Agriculture.
- SOCIÉTÉS BELGES EXPLOITANT EN RUSSIE. — V. Finances.
- SOCIÉTÉS PRIVÉES A RESPONSABILITÉ LIMITÉE. — V. Droit commercial.
- SUCRES. — V. Finances: Impôts: Alcool et sucres.
- TRAVAIL A DOMICILE.
Projet de loi portant réglementation du travail à domicile au point de vue des salaires et de l'hygiène.
V. les n°s 119 et 168 (sess. 1929-1930) du Sénat.
Texte du projet, réimprimé, avec les amendements présentés par le Gouvernement, n° 62.
Rapport complémentaire fait par M. Mertens, C., n° 122. — Texte présenté par la Commission de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale. Annexe au n° 122.
- TRAVAILLEURS FRONTALIERS (CONVENTION AVEC LA FRANCE ET LEUR SUJET). — V. Affaires Etrangères: Assurances sociales.
- UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE. — V. Affaires Etrangères: Industrie, commerce et travail.
- VICTIMES DU TRAVAIL. — V. Assurances sociales: Orphelins des victimes du travail.
- Ingénieur civil-électricien ou mécanicien (diplômes légaux).** — V. Enseignement: Enseignement technique: Ecole des mines et de métallurgie de Mons.
- Inondations.**
- CRÉDITS EN FAVEUR DES VICTIMES DES INONDATIONS DE NOVEMBRE 1930.
Projet de loi tendant à mettre à la disposition du Gouvernement les crédits nécessaires

pour secourir les victimes des inondations du mois de novembre 1930.

V. les n^{os} 21 et 36 (sess. 1929-1930) de la Chambre.

Rapport fait par le comte de Kerchove de Denterghem, n^o 84.

TRAVAUX DE PROTECTION.

Proposition de loi en vue de prémunir contre les inondations les centres habités du Royaume, ainsi que les lieux protégés par des digues exposées à rupture d'une façon anormale (due à l'initiative de M. Libbrecht et signée par MM. Libbrecht, Van Stappen, Van Fleteren, comte de Brouhoven de Bergeyck et comte de Kerchove de Denterghem.

Développements et proposition de loi, n^o 165.

Inspection du travail. — V. Industrie, commerce et travail.

Instituteurs (Pensions des). — V. Pensions.

Interdiction. — V. Droit pénal.

Intérêts de retard en ce qui concerne les droits de douanes et d'accises. — V. Finances : Douanes et accises.

J

Jonction Nord-Midi. — V. Chemins de fer.

Jugement interlocutoire. — V. Procédure civile.

Jury.

DÉLIBÉRATION DU JURY. — V. Procédure pénale : Cour d'assises : Jury.

LISTES DES JURÉS. — V. Organisation judiciaire : Jury.

Justices de paix. — V. Organisation judiciaire.

L

Langues.

LANGUES MODERNES DANS L'ENSEIGNEMENT MOYEN. — V. Enseignement : Enseignement moyen.

RÉGIME LINGUISTIQUE DANS L'ENSEIGNEMENT. — V. Enseignement : Enseignement primaire et enseignement moyen.

Licences d'exportation. — V. Industrie, commerce et travail : Marchandises.

Ligne aérienne Belgique-France-Congo. — V. Affaires Etrangères : Aéronautique.

Limites séparatives des communes. — V. Communes.

Liquidateurs de sociétés (Taxe professionnelle des). — V. Finances : Impôts : Impôts directs.

Listes des membres du Sénat. — V. Chambres législatives-Sénat : Listes.

Listes de jurés. — V. Organisation judiciaire : Jury.

Logements à bon marché. — V. Habitations et logements à bon marché.

Lois de cadenas : Dérogations. — V. Organisation judiciaire : Justices de paix.

Luxembourg (Traité avec le). — V. Affaires étrangères : Droit international public et privé.

M

Magistrats chargés des fonctions d'administrateur de la Sûreté publique. — V. Pensions.

Marchandises. — V. Industrie, commerce et travail.

Marchandises belges à l'étranger (bonne fin de ventes de). — V. Industrie, commerce et travail : Ducroire gouvernemental.

Marine

ACCIDENTS DU TRAVAIL AUX GENS DE MER.

Projet de loi modifiant l'article 22 de la loi du 30 décembre 1929, sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer.

Exposé des motifs, n^o 35. — Projet de loi, n^o 35.

Rapport fait par M. C. Mertens, n^o 54.

ASSURANCES SOCIALES DES MARINS DE LA MARINE MARCHANDE. — V. Assurances sociales.

PÊCHE MARITIME : RECRUTEMENT DU PERSONNEL. — *Projet de loi tendant à favoriser*

le recrutement du personnel de la pêche maritime.

V. les nos 77 et 293 (sess. 1929-1930) de la Chambre.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 81.

Rapport fait par M. Van Hoestenberghé, n° 178.

Maroc (Convention entre la Belgique et le Gouvernement chérifien). — V. Affaires Etrangères ; Industrie, commerce et travail ; Accidents du travail.

Médecins. — V. Hygiène.

Mémorial Church and British Settlement, à Ypres. — V. Personnalité civile.

Michel du Faing (Lieutenant général baron).

FUNÉRAILLES NATIONALES.

Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'État des frais de funérailles du Lieutenant général baron Michel du Faing d'Aigrement.

Projet de loi transmis par la Chambre des Représentants, n° 147.

Milice. — V. Armée.

Mineurs (Retraite des). — V. Assurances sociales ; Ouvriers mineurs.

Ministres.

INCOMPATIBILITÉS. — V. la rubrique spéciale.

Monuments et sites. — V. Sciences, arts et lettres.

Moralité publique.

PROTECTION DE L'ENFANCE. — V. Enfance.

Munitions. — V. Armes et munitions.

Mutualité. — V. Assurances sociales.

N

Naturalisations.

Demandes de naturalisation dont les projets de loi sont soumis à la Chambre des Représentants.

V. les nos 158 et 245 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Table alphabétique des pétitionnaires, n° 177.

Notariat (Compétence des agents diplomatiques et consulaires). — V. Droit civil ; Fonctions notariales.

O

Objets mobiliers mis au jour dans les dépenses du domicile public. — V. Droit civil ; Biens vacants et sans maître.

Obligation scolaire (Extension de cette obligation aux enfants infirmes). — V. Enseignement primaire.

Œuvre nationale des orphelins des victimes du travail. — V. Assurances sociales ; Orphelins des victimes du travail.

Officiers de l'Etat civil. — V. Droit civil ; Etat civil.

Ordre des médecins. — V. Hygiène ; Médecins.

Organisation judiciaire.

ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE ET PROCÉDURE.

Projet de loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure.

Rapport fait par M. Ligy, n° 94.

Amendement présenté par le Gouvernement ; article 8, n° 105.

V. aussi : Procédure civile.

COUR DE CASSATION.

Candidatures à la place de conseiller. — Liste des candidats présentés par la Cour de cassation pour la place de conseiller vacante à la dite Cour par suite du décès de M. Honlet.

N° 117.

COUR D'ASSISES.

Délibération du Jury. — V. Procédure pénale ; Cour d'assises ; Jury.

JURY. — *Délibération du jury. — Modification à l'alinéa 2 de l'article 343 du Code d'instruction criminelle.* — V. Procédure pénale. Cour d'assises. Délibération du Jury.

Liste des jurés pour 1932. — Maintien des listes de 1931. — Projet de loi relatif aux listes de jurés pour l'année 1932.

V. les nos 221 et 236 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. Ligy, n° 201.

JUSTICE DE PAIX.

Nominations. Dérogations à la loi de cadenas. — Projet de loi apportant des modifications à l'organisation judiciaire (art. 2 disjoint du projet de loi n° 50 (sess. 1929-1930).

V. les n°s 50, 55 et 90 (sess. 1929-1930) du Sénat.

Rapport fait par M. Du Bost, n° 102. — Amendement présenté par la Commission de la Justice, n° 102. — Annexe : Résumé de l'enquête ordonnée par M. le Ministre de la Justice, n° 102.

MAGISTRATS CHARGÉS DES FONCTIONS D'ADMINISTRATEUR DE LA SURETÉ PUBLIQUE. — V. Pensions.

RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE L'ORDRE JUDICIAIRE. — V. Traitements : Réduction.

Orphelins des victimes du travail. — V. Assurances sociales.

Oslo (Convention d'). — V. Affaires Etrangères : Industrie, commerce et travail : Rapprochement économique.

Ostende. — V. Communes : Limites séparatives.

Ouvriers mineurs (Retraite des). — V. Assurances sociales.

P

Pêche maritime. — V. Marine.

Pensions.

EMPLOYÉS. — V. Assurances sociales.

MAGISTRATS CHARGÉS DES FONCTIONS D'ADMINISTRATEUR DE LA SURETÉ PUBLIQUE.

Projet de loi réglant, au point de vue de la pension de retraite, la situation d'anciens magistrats chargés des fonctions d'administrateur ou d'adjoint à l'administrateur de la Sûreté publique.

Exposé des motifs, n° 217. — Projet de loi, n° 217.

OUVRIERS MINEURS. — V. Assurances sociales.

PENSION A LA DAME BOIS D'ENGHIEU, VEUVE DE M. HENRY, GOUVERNEUR GÉNÉRAL HONORAIRE DU CONGO.

Projet de loi accordant, à charge de la Colonie, une pension viagère à la dame Bois

d'Enghien, veuve de M. Henry, gouverneur général honoraire du Congo belge. Exposé des motifs, n° 198. — Projet de loi, n° 198.

PENSIONS DE VIEILLESSE. — V. Assurances sociales : a) Employés; b) Pensions de vieillesse.

RÉDUCTION DE 6 P. C.

Projet de loi modifiant la loi du 27 juin 1930 sur les pensions de retraite à charge du Trésor public et des caisses de prévoyance.

V. les n°s 163 et 260 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 213.

Rapport fait par M. De Clercq, J., n° 218.

Péremption de l'instance. — V. Procédure civile : Jugement interlocutoire.

Personnalité civile.

DONATIONS : ACCEPTATION. — V. Droit civil : Actes entre vifs : Donations. Extension du bénéfice de l'acceptation provisoire.

YPRES MEMORIAL CHURCH AND BRITISH SETTLEMENT.

Projet de loi accordant la personnalité civile au « Ypres memorial Church and British Settlement ».

V. les n°s 73 et 77 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. le baron Meyers, n° 69.

Personnel des communes. — V. Communes.

Personnel de la pêche maritime. — V. Marine : Pêche maritime.

Pétitions.

Pétitions examinées par la Commission. Feuilleton, n° 1, n° 91.

Pétroles (Régime des). — V. Finances : Impôts.

Plants (Commerce de). — V. Agriculture : Semences, plants, engrais, etc.

Police de roulage. — V. Voies et communications : Roulage.

Pologne (Convention consulaire avec la). — V. Affaires Etrangères : Consuls.

Port des armes. — V. Armes et munitions.

Préposés des communes et des administrations subordonnées. — V. Communes : Personnel : Traitements.

Prêts agricoles. — V. Finances : Impôts : Droits d'enregistrement pour actes de prorogation de sociétés et prêts agricoles. Salaire à payer au receveur.

Prisonniers de guerre. (Conventions à leur sujet). — V. Affaires Etrangères : Guerre : Victimes civiles.

Prisons.

TRAVAIL PÉNITENTIAIRE. — RÉGIE.

Projet de loi relatif à l'organisation autonome de la Régie du travail pénitentiaire.

V. les n^{os} 231 (sess. 1929-1930 et 28 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n^o 56.

Rapport fait par M. Asou, n^o 97.

Procédure civile.

ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE ET PROCÉDURE.

Projet de loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure.

V. les n^{os} 291, 318 (1926-1927) et 125, 239 (1927-1928, de la Chambre; les n^{os} 238 (1925-1926), 156 et 208 (1926-1927) et 160, 171 (1927-1928) du Sénat.

Rapport fait par M. Ligy, n^o 94.

Amendement présenté par le Gouvernement (art. 8), n^o 105.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE.

Délai de péremption. — Projet de loi abrogeant l'article 15 du Code de procédure civile.

V. les n^{os} 56 (sess. 1926-1927) et 167 (sess. 1928-1929) de la Chambre des Représentants.

Rapport fait par M. Ligy, n^o 221.

Procédure pénale.

COUR D'ASSISES.

Jury : Présence du Président de la Cour d'assise. — Projet de loi modifiant l'alinéa 2 de l'article 343 du Code d'instruction criminelle.

V. les n^{os} 156 et 171 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Rapport fait par M. Lebon, n^o 136.

Professeurs et examinateurs permanents civils de l'Ecole militaire (Traitements des). — V. Traitements : Ecole militaire.

Protection de l'enfance. — V. Enfance.

Protection des monuments et des sites. — V. Sciences, arts et lettres : Monuments et sites.

Protection des titres d'enseignement supérieur : Mesures répressives. — V. Enseignement supérieur.

Protection des végétaux. — V. Affaires Etrangères : Végétaux.

Provinces.

FISCALITÉ PROVINCIALE ET COMMUNALE. — V. Finances.

R

Rapprochement économique (Convention d'Oslo). — V. Affaires Etrangères : Industrie, commerce et travail.

Réciprocité entre la France et la Belgique en matière d'assurances sociales. — V. Affaires Etrangères : Assurances sociales.

Réduction des pensions. — V. Pensions.

Réduction des traitements. — V. Traitements.

Régie des télégraphes et téléphones. — V. Télégraphes et téléphones.

Régie du travail pénitentiaire. — V. Prisons.

Régime linguistique dans l'enseignement primaire. — V. Enseignement : Enseignement primaire et enseignement moyen.

Réglementation du travail à domicile. — V. Industrie, commerce et travail : Travail à domicile.

Règlement judiciaire (Traité de). — V. Affaires Etrangères : Droit international public.

Remboursement de l'emprunt émis aux Etats-Unis. — V. Finances : Emprunts.

Remise temporaire de la contribution foncière. — V. Habitations à bon marché : Construction.

Rémunérations. — V. Traitements.

Ressortissants des territoires rédimés. — V. Guerre : Dommages de guerre.

Ressources fiscales. — V. Finances : Impôts.

Ressources fiscales des communes. — V. Finances : Fiscalité communale.

Retraite des ouvriers mineurs. — V. Assurances sociales : Ouvriers mineurs.

Roulage. — V. Voies et communications.

Russie (Sociétés belges exploitant en). — V. Finances : Impôts : Exonération.

S

Salaires. — V. 1^o Industrie, commerce et travail : Travail à domicile ; 2^o Finances : Impôts : Droit d'enregistrement, etc., et Prêts agricoles : Salaire à payer aux receivers.

Sciences, arts et lettres.

MONUMENTS ET SITES.

Projet de loi relatif à la conservation des monuments et des sites.

V. les n^{os} 153, 362 (sess. 1929-1930) et 220 (sess. 1930-1931) de la Chambre; les n^{os} 52, 137 (sess. 1928-1929), 26 et 82 (sess. 1929-1930) du Sénat.

Projet de loi amendé par la Chambre des Représentants, n^o 155.

Rapport fait par M. Legrand, n^o 203.

TITRES PROFESSIONNELS. PROTECTION: MESURES RÉPRESSIVES. — V. Enseignement : Enseignement supérieur.

Secrétaires communaux. — V. Communes : Personnel : Traitements.

Séparation de biens. — V. Droit civil.

Semences, plants, engrais, etc. (Commerce de). — V. Agriculture.

Services d'autobus et d'autocars. — V. Transports.

Signature des titres d'emprunts : Remplacement par des griffes. — V. Chemins de fer : Emprunts.

Sites (Protection des). — V. Sciences, arts et lettres : Monuments et sites.

Sociétés anonymes. (Droit de vote privilégié. Réglementation). — V. Droit commercial.

Société des Nations. — V. Affaires Etrangères : Droit international public.

Sociétés commerciales (Institution de Sociétés privées à responsabilité limitée). — V. Droit commercial.

Société intercommunale de la Rive gauche de l'Escaut. — V. Finances : Emprunts : Garantie du Gouvernement.

Société nationale des Habitations et Logements à bon marché. — V. Habitations à bon marché.

Sociétés belges exploitant en Russie. — V. Finances : Impôts.

Sociétés de chemins de fer et de transports fluviaux au Congo. — V. Congo : 1^o Chemins de fer ; 2^o Transports fluviaux.

Sociétés privées à responsabilité limitée. — V. Droit commercial.

Spectacles et divertissements (Impôts sur les). — V. Finances : Impôts.

Steene. — V. Communes : Limites séparatives : Ostende et Steene.

Subsides aux communes. — V. Finances Fiscalité communale : Crédit de 20 millions en faveur des communes dont les ressources fiscales sont insuffisantes.

Sucres. — V. Finances : Impôts : Alcool et sucres.

Sursis. — V. Armée : Milice.

T

Taux des intérêts de retard en ce qui concerne les droits de douane et d'accises. — V. Finances : Douanes et accises.

Taxes. — V. Finances : Impôts.

Télégraphes et téléphones.

RÉGIE.

Comptes du 30 novembre 1930 au 1^{er} mars 1931.
— *Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la Régie des Télégraphes et des Téléphones.*

Exposé des motifs, n° 7. — *Projet de loi, n° 7.* — Document A : *Compte de prévision pour l'exercice 1930-1931 (période du 1^{er} novembre au 28 février).* — *Notes justificatives.* — *Développements.* — Document B : *Comptes industriels: Tableaux, n° 7.* — *Annexe I : Fonds de renouvellement et d'amortissement; Annexe II : Fonds d'assurances, n° 7.*

Rapport fait par M. de Spot, n° 11.

Comptes pour l'exercice 1931-1932. — *Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des Télégraphes et des Téléphones pour l'exercice 1931-1932.*

Exposé des motifs, n° 13. — *Projet de loi, n° 13.* — Document A : *Comptes de prévision pour l'exercice 1931-1932. (Période du 1^{er} mars 1931 à fin février 1932.)* — Document B : *Comptes industriels, n° 13.* — *Annexe I : Fonds de renouvellement et d'amortissement.* — *Annexe II : Fonds d'assurance, n° 13.*

Rapport fait par M. de Spot, n° 63.

Téléphones. — V. Télégraphes et téléphones.

Titres d'Enseignement supérieur (Protection des). — V. Enseignement supérieur.

Traitements.

ÉCOLE MILITAIRE.

Professeurs et examinateurs permanents civils. — *Projet de loi relatif à la rétribution des professeurs et examinateurs permanents civils de l'École militaire.*

Exposé des motifs, n° 57. — *Projet de loi, n° 57.*

Rapport fait par M. le vicomte du Bus de Warnaffe, n° 184.

Amendement présenté par le Gouvernement, n° 195.

PERSONNEL DES COMMUNES : SECRÉTAIRES, COMMISSAIRES DE POLICE, GARDES CHAMPÊTRES, ETC. — V. Communes : Personnel.

RÉDUCTION DE 6 P. C.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'Ordre judiciaire, du Conseil des Mines, des Députations permanentes des Conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi que du personnel de l'enseignement supérieur.

V. les n°s 162 et 191 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 190.

Rapport fait par M. De Clercq, n° 197.

Transit de marchandises. — V. Industrie, commerce et travail : Marchandises.

Transports.

AÉRONAUTIQUE. — V. Affaires étrangères : Ligne aérienne Belgique-France-Congo.

AUTOBUS A ÉTABLIR PAR LES VICINAUX.

Projet de loi permettant à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux d'établir des services d'autobus destinés à améliorer les conditions d'exploitation de ses lignes ferrées.

V. les n°s 63, 108 et 174 (sess. 1930-1931) de la Chambre des Représentants.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 171.

Rapport fait par M. le comte de la Barre d'Erquelines, n° 207.

AUTOBUS ET AUTOCARS.

Projet de loi portant révision de la législation sur les services publics d'autobus et d'autocars.

V. les n°s 330 (sess. 1929-1930), 108, 122 et 265 (sess. 1930-1931) de la Chambre.

Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 214.

CHEMINS DE FER. — V. 1° la rubrique spéciale : Chemins de fer; 2° Congo : Chemins de de fer.

TRANSPORTS FLUVIAUX. — V. Congo.

TROLLEYBUS.

Projet de loi étendant aux « trolleybus » les dispositions de la loi du 24 juin 1885, sur les chemins de fer vicinaux et des lois des 9 juillet 1875 et 15 août 1897 sur les tramways.

V. les n°s 64 et 108 (sess. 1930-1931) de la

Chambre des Représentants.
Rapport fait par M. le comte de la
Barre d'Erquelines, n° 199.

ROULAGE. — V. Voies et communications.

Travail. — V. Industrie, commerce et travail.

Travail à domicile. — V. Industrie, commerce et travail.

Travail pénitencier. — V. Prisons.

Travailleurs frontaliers (Convention avec
la France à leur sujet). — V. Affaires
Etrangères : Assurances sociales.

Travaux publics.

DISTRIBUTIONS D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE. — V.
Industrie, commerce et travail : Élec-
tricité.

TRAVAUX POUR PRÉVENIR LES INONDATIONS. —
V. la rubrique : Inondations.

Trolleybus. — V. Transports.

Tutelle des condamnés interdits. — V. Droit
pénal.

U

Union économique belgo-luxembourgeoise.
— V. Affaires Etrangères : Industrie,
commerce et travail.

Urbanisation des villes et des communes.
— V. Communes.

V

Végétaux (Convention relative à la protec-
tion des). — Affaires Etrangères :
Végétaux.

Victimes civiles de la guerre (Convention
avec la France à leur sujet). —
V. Affaires Etrangères : Guerre.

Victimes du travail. — V. Assurances
sociales : Orphelins des victimes du
travail.

Vieillesse. — V. Assurances sociales :
a) Employés ; b) Pensions de vieillesse.

Villes (Urbanisation des). — V. Communes :
Urbanisation des villes et communes.

Vivisection. — V. Agriculture.

Voies et communications.

AÉRONAUTIQUE. — CHEMINS DE FER. —
CHEMINS DE FER ET TRANSPORTS FLU-
VIAUX AU CONGO ET TRANSPORTS EN
GÉNÉRAL. — V. ces différents rubriques
ainsi que la rubrique Congo.

ROULAGE (POLICE DU).

*Proposition de loi complétant les lois du
1^{er} août 1899 et du 1^{er} août 1924 sur la
police du roulage* (due à l'initiative de
M. Demets).

Développements et proposition de loi,
n° 8.

Rapport fait par M. Hans, n° 200. —
Texte présenté par la Commission des
Travaux publics et des Affaires écono-
miques, n° 200.

Y

Ypres memorial Church and British Settle-
ment. — V. Personnalité civile.